



# Contre le traité budgétaire européen, exigeons un référendum !

Le Président de la République a décidé de faire ratifier le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de l'Union économique et monétaire par le Parlement en octobre ; l'ajout d'un texte sur "la croissance" n'est qu'un habillage qui ne réduit en rien la dangerosité de l'ensemble du traité.

## Qu'est-ce que ce traité budgétaire européen ?

- \* **Il institutionnalise la "règle d'or"** qui oblige les Etats à présenter des budgets équilibrés et interdit quasiment les déficits budgétaires ce qui revient à réduire les budgets annuels d'environ 87 milliards d'euros, ce qui correspond au budget annuel de l'Education nationale.
- \* **La politique budgétaire de chaque Etat ne sera plus décidée par un gouvernement élu par le peuple** mais soumis à l'autorité de la commission européenne.
- \* **Des sanctions financières seront imposées aux Etats** qui ne respecteront pas ces contraintes budgétaires.
- \* **Les Etats seront aussi contraints d'adopter des "réformes structurelles"**, diminution de la dépense publique, réforme de la protection sociale....

## Si ce traité est adopté :

- La dépense et l'emploi publics seront des coûts à réduire à tout prix.
- Toutes nos revendications concernant nos salaires, nos conditions de travail, nos retraites ou l'emploi public dans l'Education, la santé, la justice... seront rejetées car incompatibles avec ce traité.
- Cette obligation d'équilibre budgétaire entérine pour des années les politiques d'austérité et empêche tout investissement pour l'avenir.
- C'est la victoire des politiques néolibérales, du patronat et des marchés financiers contre les salariés et retraités.

## Pourquoi exigeons-nous un référendum ?

Il est impossible de ne pas consulter le peuple sur une question aussi fondamentale. La ratification parlementaire de ce traité organiserait une nouvelle réduction de la souveraineté populaire déjà mise à mal en 2008 quand les députés et sénateurs ont décidé d'aller à l'encontre du vote populaire exprimé le 29 mai 2005 par le non au traité constitutionnel européen.

D'après un sondage organisé le 27 août, 72% des Français souhaitent un référendum. C'est au peuple de s'exprimer sur ce qui le concerne et aura une influence sur les conditions de vie et de travail de chacun !

**La FSU Nord et Pas-de-Calais appelle à participer à la manifestation nationale à Paris le dimanche 30 septembre départ 13h30 Nation**

à l'initiative l'appel d'Attac, Collectif pour un Audit citoyen de la dette, CADTM, CGT FINANCES, Les Économistes Atterrés, Fondation Copernic, Front de gauche – Parti communiste français – Parti de gauche – Gauche unitaire, Les Alternatifs, M'PEP, Marches Européennes, NPA, Réseau Éducation Populaire, SNESUP-FSU, Union syndicale Solidaires...